

CAP-VERT COHABITATION EXEMPLAIRE

Avec sa discrétion coutumière, le Cap-Vert continue d'écrire sa success-story. Considéré comme l'une des démocraties les plus stables du continent, l'archipel a tourné sans heurts la page de l'ère Pedro Pires (président de 2001 à 2011) et demeure un modèle en termes de gouvernance. Il est habitué depuis une décennie aux transitions pacifiques entre les deux principales formations politiques, le Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV) et le Mouvement pour la démocratie (MPD). Et les élections municipales qui se sont tenues en

2012 n'ont pas fait exception. Elles ont donné l'avantage au MPD, qui contrôle désormais treize conseils municipaux contre huit pour le PAICV.

Si les deux partis s'opposent sur l'orientation du budget 2013, en particulier sur l'augmentation des taxes sur l'eau et l'électricité, leur cohabitation à la tête de l'État (le président actuel, Jorge Carlos Fonseca, appartient au MPD, et le Premier ministre, José Maria Neves, au PAICV) demeure exemplaire.

CONFETTI. Année après année, les performances de ce confetti insulaire en matière de développement et de gouvernance donnent lieu à de nombreux satisfecit.

En 2012, le pays s'est classé à la deuxième place de l'indice Mo-Ibrahim de la gouvernance en Afrique (derrière Maurice), et à la troisième en 2013. Selon l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International pour 2012, le Cap-Vert est le deuxième pays africain le moins corrompu, derrière le Botswana. Et en matière de liberté de la presse, il figure en deuxième position des États les plus respectueux du continent

dans le rapport 2013 de Reporters sans frontières.

En mars 2013, ces performances encourageantes ont valu au Premier ministre, José Maria Neves, d'être reçu à la Maison Blanche par le président américain, Barack Obama,

en compagnie de trois chefs d'État, Ernest Bai Koroma (Sierra Leone), Macky Sall (Sénégal) et Joyce Banda (Malawi). Une rencontre destinée à renforcer les liens entre les États-Unis et les pays africains jugés les plus méritants. À cette occasion, Barack Obama a notamment salué les efforts du Cap-Vert, dont la population a vu

« en quelques décennies son revenu par habitant passer de quelque 200 dollars à environ 4 000 dollars [2 900 euros] par an actuellement ».

TOURISME. Praia reste cependant confronté à des défis, tant structurels que conjoncturels. S'il dispose d'un réel potentiel halieutique, cet archipel volcanique dépourvu de ressources naturelles présente des caractéristiques défavorables à l'agriculture, et son marché intérieur, peu conséquent, est handicapé par son morcellement insulaire. Au cours de ces dernières années, le pays a pu compter sur le développement des services (plus de 70 % de son économie), en particulier le tourisme (30 % du PIB), pour consolider sa croissance. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, le Cap-Vert a ainsi enregistré l'un des meilleurs scores du continent en termes de fréquentation pour la période 2011-2012 (+ 13 %).

Mais la situation de dépendance de son économie le rend très vulnérable aux aléas de la conjoncture en Europe, qui représente 85 % de ses échanges. La crise économique et financière dans la zone euro a donc abouti à un tassement

**L'EUROPE
REPRÉSENTE
85 % DES
ÉCHANGES.
LA CRISE DE
L'EURO FAIT
DES RAVAGES.**



- Superficie **4 030 km²**
- Population **494 401 habitants**
- Croissance démographique **0,78 %**
- Population urbaine **63,4 %**
- Espérance de vie **74,3 ans**
- Alphabétisation **84,29 %**
- Indice de développement humain IDH **0,586**
Rang **132^e sur 187**
- Monnaie (parité au 1^{er} janv. 2013)
1 € = 110,27 escudos
1 \$ = 81,90 escudos
- PIB par habitant **3 482 \$**



de la croissance : 2,5 % en 2012 (contre 4 % en 2011) et 1,5 % attendu en 2013 (selon le Fonds monétaire international), ce qui ferait du Cap-Vert l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest à stagner sous la barre des 4 %.

Couplé à un taux de chômage important (12,2 % en 2011, qui touche notamment 27,1 % des 15-24 ans), ce marasme pourrait bien entraîner des tensions sociales en 2014. ■